

Brochure n° 3078

Convention collective nationale

CABINETS D'AVOCATS

IDCC : 1000. – **Personnel salarié**

(10^e édition. – Mars 2005)

AVIS DE LA CPNI N° 2005-02 DU 22 JUILLET 2005

RELATIF À L'INDEMNITÉ DE LICENCIEMENT

NOR : ASET0551019M

IDCC : 1000

La CFTC a saisi la commission d'interprétation prévue à l'article 44 de la convention collective nationale de la demande suivante :

« Est-ce que la notion de "temps de présence" utilisée dans l'article relatif à l'indemnité de licenciement s'assimile totalement à la notion "d'ancienneté" ? Ou, au contraire, en utilisant la notion de "temps de présence", les parties signataires de la convention ont-elles entendu la distinguer de la notion "d'ancienneté" ? »

« Si nous sommes dans ce 2^e cas de figure et qu'il y a donc une distinction à opérer entre "temps de présence" et "ancienneté", est-ce qu'une période d'arrêt pour maladie non professionnelle doit être prise en compte pour la détermination du "temps de présence" ? Ou alors est-ce qu'une telle période doit être neutralisée ? »

La commission a été convoquée à l'effet de statuer sur cette demande.

La commission d'interprétation réunie le 22 juillet 2005 rend l'avis suivant :

Sauf disposition contractuelle plus favorable, il ressort de la rédaction de l'article 20 B a) de la convention collective que « l'indemnité de licenciement est due à condition que le salarié ait au moins 2 années de présence ininterrompue dans l'étude ou le cabinet, non comprises les absences précisées au 2^e paragraphe de l'article 13 ».

L'article 13 susvisé, dont la rédaction a été reprise dans l'avenant 19 de cette même convention, précise dans son 2^e que « les absences ayant pour cause la maladie, le congé maternité, l'accident du travail, l'accomplissement

d'un mandat syndical ne suspendent pas le calcul de la prime si elles n'excèdent pas 6 mois ; toute absence pour même cause excédant 6 mois est suspensive dans la limite du surplus... ».

Il résulte de ces 2 textes que la notion de « présence ininterrompue » est distincte de celle « d'ancienneté ».

La maladie non professionnelle ne peut, en application de l'article 13, être prise en compte dans le « temps de présence ininterrompue ».

Le présent avis est déposé à la DDTE et au conseil des prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 22 juillet 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

ABFP ;
CNADA.

Syndicats de salariés :

SPAAC-CGC ;
CFTC.